

Allemagne : Le statu quo n'est pas un projet

Entretien avec Reinhard Bütikofer, député européen, co-président du Parti vert européen (PVE) et membre de l'équipe de négociation des Verts allemands.

Reinhard Bütikofer

Pouvez-vous nous décrire le contexte dans lequel se sont déroulées les négociations politiques pour la formation d'un gouvernement de coalition en Allemagne après les élections législatives de septembre 2017 ?

La campagne pour ces élections législatives a rompu avec les habitudes politiques allemandes de plusieurs manières. D'abord, il n'y a pas vraiment eu d'affrontement entre un projet de centre droit et un projet de centre gauche pendant cette période. Cette réelle nouveauté traduisait la faiblesse du parti socialiste (Spd). La vérité, c'est que la participation au pouvoir du Spd dans le cadre de la grande coalition (2013-2017) a fait de lui une sorte de partenaire mineur d'Angela Merkel en faveur du statu quo. Le Spd a échoué, continuellement en quatre ans, à apparaître comme une alternative à Angela Merkel sur l'ensemble des sujets importants. Il s'est focalisé sur l'introduction de réformes de centre gauche et cela ne lui a pas permis de conforter ou même de maintenir son identité politique. Les socialistes sont progressivement devenus une simple force d'appoint à la chancelière qui a

recupéré l'ensemble du crédit des réformes de centre gauche obtenues. Je pense bien sûr au salaire minimum, mais aussi à la réforme du système de retraites (âge de départ plus flexible à partir de 63 ans et augmentation des retraites des mères de famille). Cela montre une forme d'incapacité idéologique des socialistes. Ils ne portent plus de projet en propre.

Les autres éléments qui expliquent cette atmosphère de campagne inhabituelle c'est bien sûr la montée en puissance de l'extrême droite (AfD) qui a mené une campagne très offensive, l'attitude des libéraux dont on voyait déjà qu'ils regardaient du côté de l'électorat de l'extrême droite, et le débat interne à la gauche entre Die Linke et le Spd ; les Verts ont défendu une ligne pro-européenne et sociale, et la solidarité avec les migrants. Chacun de ces partis incarnait donc une ligne différente de renouveau. Mais l'AfD est à mettre à part. Clairement ils ont bénéficié de l'aspiration au changement de personnes et de système ; c'est cela qui a pu faire la différence autant si ce n'est plus que les idées qu'ils portent.

Pouvez-vous revenir sur les résultats eux-mêmes ?

La Cdu-Csu et le Spd ont eu de très grosses pertes. Le Spd s'est retrouvé autour de 20 % et la Cdu-Csu de 30 %. A eux deux, ils totalisaient un peu plus de 50 % (50,2 %). Il y a vingt ans, c'était toujours entre 80 et 90 %. La politique du statut quo leur a beaucoup coûté. Mais ce qui est important, c'est aussi que cette chute n'a pas permis à l'un des quatre autres (Fdp, Verts, Die Linke, AfD) de vraiment se détacher. Ils se situent tous entre 9 et 12 %. Il y a un rejet du statu quo, mais aucun choix clair majoritaire ou permettant de créer une dynamique de majorité pour un nouveau projet.

Comment se sont déroulées les négociations ?

Le Spd avait dit d'emblée ne pas vouloir faire partie d'une nouvelle coalition. C'est donc l'option de la coalition « Jamàique » (Cdu-Csu, Fdp et Verts) qui a été explorée. Mais il est vite apparu que le Fdp était en fait réticent à aller au bout et qu'il y avait de véritables incompatibilités entre les Verts et ce parti. Au fil des réunions, les Verts ont fait des concessions importantes sur l'immigration et la transition énergétique, mais finalement le processus a abouti à une impasse et c'est maintenant la « *grande coalition* » qui est la plus probable. En tant que négociateur pour les Verts, je crois néanmoins que ce processus a été bénéfique pour nous. Nous avons gagné le respect de l'opinion publique et mis en valeur les grandes orientations de

notre projet que nous avons déjà porté pendant la campagne. En effet, ces négociations ont été très suivies et il y a eu une véritable transparence sur le déroulement des discussions. Maintenant, après l'échec de ces pourparlers, nous devons répondre à deux questions centrales : Nous, Verts, quel projet portons-nous et comment le portons-nous ? Et en quoi sommes-nous différents des autres ?

En ce qui concerne la première question, il y a quatre axes : le premier est l'environnement. Pour la première fois, les enjeux environnementaux rencontrent l'attention de la société. Je pense aux enjeux autour du climat, aux transports, à l'agriculture. Mais les questions de biodiversité sont aussi cruciales. Le deuxième axe est celui de la responsabilité sociale. Cela concerne aussi bien la question des enfants pauvres, qui est devenue un sujet de forte préoccupation, que la pauvreté des plus âgés. Sur le salaire minimum, nous devons aussi contrer fermement le Fdp qui conteste cette mesure. Troisième axe : l'ouverture au monde, dont notre position sur les migrants est le symbole. Quatrième axe enfin, la promotion d'une politique européenne fortement intégratrice avec des Etats membres qui portent une véritable fierté européenne.

Ensuite, il faut se demander en quoi nous sommes différents des autres. Sur ce point, à ce stade, il est important de regarder comment les autres partis se comportent. Pour le Fdp, on sentait qu'ils étaient gênés et divisés d'emblée. Leur aile droite dénonçait l'idée de compromis pour aller au gouvernement et avait une position qu'on pourrait résumer ainsi : « *mieux vaut ne pas y être plutôt que gouverner de la mauvaise manière.* » Par conséquent, leur principale préoccupation pendant les discussions concernait la méthode de gouvernement, comment se mettre d'accord, se concerter, trancher les conflits. Et dans son propre camp, Angela Merkel avait à affronter la Csu bavaroise qui se penche à droite pour essayer de compenser la montée de l'extrême droite ; cette droitisation prend la forme d'une « *renationalisation* », d'un refus d'aller plus loin dans l'intégration européenne. Ainsi, la Cdu n'avait pas grand-chose à offrir en termes de propositions pendant les négociations. Le statu quo n'a jamais été un projet. Ils étaient davantage en situation de réaction par rapport aux autres protagonistes. Angela Merkel, qui avait su tirer profit du Spd pendant le gouvernement de grande coalition, n'avait pas non plus de propositions personnelles. Et jouer un rôle de régulation ne suffit

pas quand il s'agit de définir le contenu d'un contrat de gouvernement.

Quelle que soit l'issue des discussions entre la Cdu-Csu et les socialistes, ce qui se passera au Bundestag va être important. C'est une première en Allemagne où quatre partis représentés au Parlement ne participeront pas au pouvoir (AfD, Verts, Die Linke et Fdp). Le Spd est d'ailleurs dans une position difficile. Quoi qu'il fasse, il risque de perdre à terme : il participe au pouvoir, il perd en liberté de proposer et de s'opposer, il ne participe pas, l'opinion publique risque de lui imputer la responsabilité de l'échec des négociations. On peut aussi envisager l'option d'un gouvernement minoritaire, mais la fin de ce processus ne devrait pas se dessiner avant le printemps 2018.

Que pensez-vous de ce qui s'est passé au Conseil des ministres européens, le 27 novembre 2017, lorsqu'il s'est agi de prendre une décision sur la prolongation de la licence du glyphosate, après deux ans de négociation ?

Nous avons eu cette discussion avec la Cdu. Nous les avons avertis du risque que leur partenaire, la Csu bavaroise, fasse tout pour revenir sur la position d'abstention allemande pour des raisons électorales. En 2018, il y a des élections en Bavière et les sondages ne sont pas favorables pour la Csu (37 %), qui a perdu beaucoup de points au profit de l'AfD (14 %), alors que jusqu'à présent ils étaient ultra dominants (plus de 47 % des voix en 2013). C'est pour cela que le ministre de l'Agriculture, qui appartient à la Csu, a pris le risque de revenir sur la position allemande pour avoir le vote des exploitants agricoles.

Mais il y a aussi le contexte européen. Nous avons un mauvais gouvernement de l'Europe. Il n'y a pas de projet écologique européen clair porté par la commission Juncker, qui est très en retard sur ces sujets. Quant au Conseil, il ne cesse de reculer à cause des intérêts de certains Etats membres sur les énergies fossiles (charbon), mais aussi des intérêts industriels. Heureusement, le Parlement européen joue son rôle. Et les Verts ont obtenu de véritables succès dans cette institution en construisant des alliances avec les socio-démocrates et la gauche plus radicale.

Quelles sont les perspectives pour les élections européennes de 2019 ?

Il y a une montée indéniable de l'extrême droite, même si en 2017 il y a eu quelques bonnes nouvelles comme la victoire d'Alexander van der Bellen aux élections présidentielles en Autriche, ou la défaite de l'extrême droite aux

Pays-Bas aux élections législatives, comme d'ailleurs en France.

Mais nous devons aussi faire face à un contexte de grande instabilité, avec le Brexit et le comportement de Donald Trump. Il est donc essentiel qu'avant que le Brexit ne soit effectif (mars 2019), le respect des citoyens pour l'Europe ait été conforté. Cela suppose que l'Europe conduise des réformes (comme sur l'union monétaire), mais aussi se montre capable de mettre en œuvre des mesures qui améliorent la vie des personnes. Sinon, on peut s'attendre à une nouvelle montée de l'extrême droite.

Chaque pays a évidemment ses particularités nationales dans cette élection européenne. Mais, de manière générale, on peut constater que la grande majorité des partis de gauche ne se montrent plus capables d'avoir un langage qui parle aux classes populaires et que cela alimente directement l'extrême droite. On estime ainsi qu'environ 500 000 électeurs du Spd ont voté pour l'AfD.

Les Verts ont la possibilité de porter un projet qui s'adresse à une grande diversité de groupes dans la société. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à apporter des réponses aux questions que se posent concrètement les personnes, sur la place de l'Etat-nation et les enjeux culturels. L'Etat-nation reste un échelon puissant et ce n'est pas seulement un obstacle à l'intégration européenne. Nous devons marcher sur deux jambes : promouvoir une union des Etats et une union des citoyens. Ce n'est pas contradictoire.

Propos recueillis par Lucile Schmid